

Règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux.

Article 1 :

Il est établi, à partir du 1^{er} janvier 2011 et pour un terme expirant le 31 décembre 2017, une taxe relative à l'occupation temporaire de la voie publique par tout objet, quelle que soit la nature de ce dernier, à l'occasion de travaux de quelque nature qui soient.

Par « tout objet », on entend notamment: les échafaudages, les grues-tours, les camions-grue, les conteneurs, les roulottes, les toilettes de chantiers, les conteneurs bureau, les montes-charge, les élévateurs, les silos, les matériaux.

Par « travaux », on entend notamment, les travaux de construction ou reconstruction, de démolition, de transformation, de rénovation et d'entretien d'immeubles; les travaux de jardinage et les entreposages de matériaux.

Par « voie publique », on entend la voirie publique en ce compris notamment les accotements, les trottoirs, les sentiers, les places publiques.

Article 2 :

§1. Toute occupation de la voie publique par tout objet de quelque nature que ce soit nécessite une autorisation préalable du Bourgmestre.

§2. Cette autorisation doit être sollicitée par écrit auprès de l'administration communale (service Voirie – 25 rue Auguste Danse 1180 Bruxelles) au moins 7 jours ouvrables avant le début de l'occupation.

Dans cette demande, le redevable déclare le début et la fin prévue de l'occupation, la nature /l'objet de l'occupation ainsi que la superficie qui sera occupée.

§3. Toute prolongation doit également faire l'objet d'une autorisation et doit être déclarée au moins 5 jours ouvrables avant l'expiration de l'autorisation. Elle contient les mentions prévues au §2.

§4. En l'absence d'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique il sera présumé que l'occupation aura débuté le premier jour du mois au cours duquel elle aura été constatée par les agents communaux habilités à cette fin.

Article 3 :

Est redevable de la taxe:

1. Le demandeur, personne physique ou morale, de l'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique;
2. Le propriétaire des objets, quelle que soit la nature de ces derniers, présents sur la voie publique dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation telle que visée à l'article 2;
3. Le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du bien immeuble au profit duquel l'occupation temporaire de la voie publique s'effectue et ce, dans l'hypothèse où l'occupation temporaire de la voie publique n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation et que le propriétaire des objets présents sur la voie publique n'est pas connu de l'administration communale.

Article 4 :

§1. La taxe est exigible par jour calendrier d'occupation, toute journée commencée étant comptée pour une journée entière.

§2. La taxe est due à partir du premier jusqu'au dernier jour d'occupation de la voie publique. .

§3. La superficie prise en compte pour le calcul de la taxe sera délimitée par le plus petit rectangle incluant

l'ensemble des objets quelle que soit la nature de ces derniers, occupant la voie publique.

§4. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour un mètre carré.

Article 5 :

§1. Le taux de la taxe est fixé à 0,75 € par mètre carré de surface occupée par jour calendrier d'occupation avec un minimum de 20,00 €.

§2. Pour les conteneurs bureau, de chantier, les élévateurs ou monte charge et les échafaudages:

- Conteneurs bureau : 25 € par container et par jour calendrier.

- Conteneurs de chantier: 20 € par container et par jour calendrier.

- Élévateur ou monte-charge avec stockage de matériaux de 5m² maximum: forfait de 8 € par jour calendrier. Les surfaces de stockage excédant 5 m² seront calculées conformément à l'article 5 §1.

- Échafaudages (dont la partie inférieure est située à moins de 2 mètres du sol) sans zone de stockage:

1/ longueur jusqu'à 6,00m : forfait: 8€ par jour calendrier.

2/ par mètre de longueur supplémentaire: forfait de 1,00€ par jour calendrier.

3/ Pour l'application de 1/ et 2/, toute fraction de mètre est comptée comme un mètre entier.

3/ la largeur maximale est déterminée dans l'autorisation en fonction de la largeur du trottoir.

Article 6 :

§1. La fin de l'occupation temporaire de la voie publique doit être notifiée par écrit à l'administration communale (Service de la Voirie- rue Auguste Danse 25) au minimum 5 jours ouvrables afin la fin de celle-ci.

§2. A défaut, il sera présumé que l'occupation aura pris fin le dernier jour du mois au cours duquel elle aura été constatée pour la dernière fois par les agents communaux habilités à cette fin.

Article 7 :

§1.L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique est délivrée à titre précaire et révocable sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

§2.La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice fautif ou non de l'activité visée par l'autorisation.

§3. L'autorisation d'occupation temporaire de la voie publique peut être retirée à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige et ce, sans indemnité.

A défaut d'exécuter l'injonction de libérer la voie publique, il sera procédé à l'enlèvement d'office aux frais des personnes visées à l'article 3.

Article 8 :

Sont exonérés de la taxe, les occupations temporaires de la voie publique:

1.A l'occasion de constructions ou transformations d'immeubles réalisées par la Société de Logement de la Région Bruxelloise ou par une Société Immobilière de Service Public;

2.A l'occasion de constructions ou transformations d'immeubles par les administrations, établissements et services publics pour autant que lesdits immeubles soient affectés à un service public ou d'utilité publique;

3. A l'occasion travaux exécutés sur des immeubles ayant été endommagés suite à une catastrophe naturelle, un incendie ou une explosion de gaz.

Article 9 :

La taxe est payable au comptant. Une invitation à payer est envoyée au redevable mensuellement. Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 10 :

Les déclarations incorrectes, incomplètes ou imprécises de la part d'un redevable entraînent une majoration d'office de la taxe d'un montant égal à la taxe prévue initialement.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de l'envoi de la notification, pour faire valoir par écrit ses observations.

Le montant de cette majoration sera perçu par la voie d'un enrôlement.

Article 11 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 12 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 13 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 14 :

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans les six mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou de celle de la lettre d'invitation à payer.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Article 15 :

Le présent règlement entre en vigueur après publication et abroge le même jour le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique délibéré par le Conseil communal du 22 juin 2006.

Sans préjudice de ce qui précède, les chantiers qui ont débuté avant l'entrée en vigueur du présent règlement restent soumis au règlement voté par le conseil communal du 22 juin 2006 et ce, jusqu'à leur terme.